

Dossier soudanais : le MR attend les résultats de l'enquête. Point

GOVERNEMENT Le malaise bleu enfle, comme les consignes de silence

- Au MR, c'est silence dans les rangs en attendant l'enquête sur les informations de tortures subies par les Soudanais rapatriés dans leur pays.
- Richard Miller est envoyé au front pour porter la parole bleue. Gérard Deprez, lui, admet qu'« on est parvenu aux limites du supportable ».
- Le président Chastel réagit.

Gros malaise dans les rangs MR, écrivons-nous depuis plusieurs jours, dans le cadre du dossier Francken et des rapatriements de migrants soudanais. De plus en plus de libéraux déplorent tant l'attitude que les propos, voire les mensonges, du secrétaire d'Etat N-VA à la Migration, qui n'a pas hésité à qualifier d'« absurdes » certaines déclarations du Premier ministre, Charles Michel. Mais la ligne réformatrice officielle est : pas de vague ; on attend le résultat de l'enquête sur les témoignages de tortures subies par les Soudanais rapatriés à leur retour au pays.

Au Parlement, la semaine dernière, les bleus soutenaient donc pleinement Theo Francken. Ce mercredi, le 16 ne souhaitait toujours faire aucun commentaire : « L'enquête sur les conséquences des rapatriements a été ouverte vendredi. Elle est indépendante. Mais elle nécessite un minimum de temps », se bornait-on à déclarer à Belga. Et des consignes de silence étaient clairement données aux mandataires MR, priés de ne pas répondre aux sollicitations des médias. La chasse aux bavards étant d'ailleurs ouverte...

Outre Hervé Hasquin dans ces colonnes, seul l'eurodéputé Gérard Deprez, président de la chapelle MCC du MR et plutôt libre de parole, a osé dire tout haut, dans *L'Echo*, ce que beaucoup de réformateurs pensent tout bas : « Avec l'affaire du Soudan, nous sommes parvenus aux limites de ce qui est déontologiquement supportable. On ne peut pas le dire autrement que comme ceci : renvoyer des gens vers le Soudan, c'est inacceptable. Et on ne peut pas se retrancher derrière le fait que d'autres Etats européens procèdent de la sorte également, on ne collabore pas avec les services d'une dictature. Pour moi, ainsi que pour de nombreux électeurs MR, c'est à la limite du supportable. »

Pour le reste, c'est, comme souvent, le député libéral social Richard Miller qui est mandaté par le parti pour porter la bonne parole bleue. Elle tient en quelques lignes : « La position officielle

du MR est celle défendue par Charles Michel à la tribune du Parlement : une enquête internationale indépendante vérifie si les informations des ONG sur les mauvais traitements sont exactes ou pas ; il n'y a plus de rapatriement en attendant les résultats de cette enquête ; toute la polémique sur "y avait-il des rapatriements prévus ou pas" n'a pas d'importance à partir du moment où le Premier ministre dit qu'il n'y a plus de retours forcés. »

« Les résultats pourront avoir des conséquences diplomatiques et gouvernementales » RICHARD MILLER

Aucun positionnement, donc, sur les mensonges et omissions de Theo Francken, ou sur le fait qu'il n'ait pas tenu compte des avertissements de différents spécialistes ou instances déconseillant les rapatriements vers le Soudan. Richard Miller ajoute simplement que « les résultats de l'enquête pourront avoir des conséquences du point de vue diplomatique et gouvernemental. Ce sera un élément clef pour décider de l'attitude du gouvernement ».

Mais le député ne va pas jusqu'à déclarer que si la torture était avérée, le secrétaire d'Etat devrait démissionner : « On ne tire pas de plans sur la comète, on attend les résultats de l'enquête. On se rend bien compte que c'est un dossier difficile et on regrette certains comportements et déclarations pas appropriés à l'importance du dossier. Mais Theo Francken a appliqué la politique décidée par le gouvernement. »

Voilà qui ne calme pas tous les libéraux. Qui espèrent manifestement que les résultats de l'enquête (attendus fin janvier) ne confirmeront pas les mauvais traitements et tortures. « Mais c'est terriblement emmerdant, reconnaît l'un. On souffre. Charles Michel a encaissé des choses très dures. Il a intérêt à revoir un peu sa stratégie de communication. Il rame, mais il n'a aucune aide du vice-Premier Didier Reynders ni du président du parti. » Voilà un propos qui revient : « Il y a une absence vertigineuse de la présidence. » Ce qui a suscité une réaction rapide et une mise au point de l'intéressé, Olivier Chastel, patron du parti (lire ci-contre)

Mais un autre bleu enchaîne : « Un certain nombre de gens se demandent si on va laisser faire Francken encore longtemps, car il abîme le Premier ministre et il ne respecte rien. Mais le problème, c'est que si on pousse trop et que Charles Michel le débarque, le gouvernement tombe dans la minute. La N-VA n'est pas prête à le lâcher, mais ce n'est pas pour ça qu'il faut laisser Theo Francken faire n'importe quoi. » Un troisième appuie : « C'est la N-VA qui dirige. Francken est fort soutenu. Sinon, le risque est que le gouverne-

ment tombe. »

On l'a compris : les propos officiels ne referment pas toutes les blessures. Et les libéraux, plus que d'autres peut-être, attendent impatiemment les résultats de l'enquête sur les informations de torture. Pour autant qu'ils soient probants...

C'est dans ce contexte que le directeur général de l'Office des étrangers, Freddy Roosemont, a émis des doutes, mercredi, quant à la véracité des témoignages de Soudanais expulsés recueillis par l'Institut Tahrir pour les politiques au Moyen-Orient.

A VTM et Belga, il a en effet déclaré : « Qu'ils aient été interrogés à leur arrivée au Soudan n'est pas inhabituel. Mais ce n'est pas la même chose que de la torture. Comment se pourrait-il que, par hasard, six personnes qui ont été renvoyées au Soudan sur une période de trois mois aient été en contact avec une ONG au Caire ? » Le directeur pour l'Europe de l'Institut Tahrir, Koert Debenf, a dès lors invité Freddy Roosemont à venir écouter ces témoignages, « et je suis sûr que ses doutes disparaîtront entièrement. D'autres témoignages continuent d'ailleurs de nous parvenir ». ■

MARTINE DUBUISSON

AU VLD

« De Wever jette l'accord de gouvernement à la poubelle »

L'autre dossier qui empoisonne la suédoise en cette fin d'année est celui de la sortie du nucléaire en 2025 et de la conclusion d'un pacte énergétique à cette fin. Lundi, le président de la N-VA, Bart De Wever, a clairement dit que, pour lui, ce débat devait être reporté à l'issue des élections de mai 2019. Voilà qui contredit non seulement la position du Premier ministre, qui s'est porté garant du pacte à la Chambre, mais aussi de la loi et de l'accord de gouvernement. Du côté du MR et du CD&V, on s'en tient donc à l'accord gouvernemental : une sortie du nucléaire en 2025. Et le VLD ne disait pas autre chose, mercredi. A la VRT, la présidente du VLD, Gwendolyn Rutten, répétait en effet ce qu'elle avait dit voici quelques jours dans les couloirs du Parlement : « En fait, Bart De Wever dit : "Je jette l'accord de

gouvernement à la poubelle et je change d'avis." Parce que nous avons conclu un accord de gouvernement qui prévoit un pacte énergétique. Mais nous avons aussi et surtout voté une loi en 2015. Dans cette loi, on prévoit une date de fermeture pour chaque réacteur nucléaire. Il faut nous en tenir à ces échéances. (...) S'il veut changer cette

loi, Bart De Wever doit à nouveau trouver une majorité au Parlement. La N-VA est isolée, selon moi. » La présidente n'en dira pas plus. Pas même si elle aussi est passablement énervée par l'attitude très dominante de la N-VA au gouvernement en cette fin de législature...

Chastel « Le propos de Francken était choquant »

Mis en cause par certains libéraux pour n'avoir pas suffisamment soutenu publiquement le Premier ministre dans la tempête « Francken » (lire ci-contre), le président du MR, Olivier Chastel, réagit. Pour signifier que, « sur le fond, évidemment que j'apporte mon soutien à Charles Michel, avec qui je suis en contact permanent, car certains éléments s'accumulent au dossier. Il n'y a rien qui nous sépare dans l'analyse. Bien sûr qu'on peut reprocher une communication tapageuse au secrétaire d'Etat, mais il applique la politique gouvernementale. Pour les 9 Soudanais rapatriés, une enquête indépendante a été commandée au CGRA. On ne peut qu'attendre les résultats pour savoir s'il y a un problème à ces rapatriements ».

Mais pourquoi n'avoir pas réagi publiquement quand on a appris que Theo Francken avait menti à propos des rapatriements prévus en janvier ?
Cela n'a rien changé à l'attitude du Premier ministre et ne l'a donc pas induit en erreur puisqu'en aucun cas, il n'y aura de rapatriement tant que l'enquête ne sera terminée. Mais évidemment que j'ai trouvé choquant que Theo Francken dise que les pro-

pos du Premier ministre étaient « absurdes ». Et j'ai eu un contact avec mon homologue de la N-VA à la Chambre à ce sujet : j'ai dit à Bart De Wever combien c'était inadmissible.

Et il l'a admis ?

Oui. Et Theo Francken s'est excusé.

Vous sentez le ras-le-bol libéral à l'égard de Francken, dont parle Gérard Deprez ?

Bien sûr que d'aucuns pensent qu'on ne s'adresse pas à un Premier ministre comme ça. Mais je le ressens dans la communication de Francken, pas sur le fond : il applique la ligne voulue par le gouvernement. Le seul propos de Gérard avec lequel je suis d'accord, c'est que Theo Francken communique différemment de l'action qu'il mène.

Vous ne pensez pas qu'on a atteint les limites de l'acceptable et qu'on ne peut rapatrier des Soudanais ?

L'analyse des spécialistes du Soudan, y compris dans la note du CGRA, est qu'il y a 3 provinces sur les 14 ou 15 qui posent problème, pas tout le Soudan. La preuve : 50 % des demandes d'asile sont acceptées. Il faut conserver cette analyse au cas par cas. Et l'enquête apportera des réponses. ■

Propos recueillis par
MA.D.